

pondance échangée entre le ministère et le président et le secrétaire du *Halifax Dockyard Trade and Labour Council* au sujet du programme d'évaluation des emplois, afin de pouvoir nous dire demain si l'on a renoncé aux mesures annoncées dans cette correspondance?

L'hon. M. Cadieux: Je le ferai volontiers, monsieur l'Orateur.

[Français]

LE CABINET

PRÉTENDUE DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Selon *Le Devoir* de ce matin, le premier ministre s'apprêterait à quitter son poste de chef de parti et de premier ministre d'ici trois mois. En a-t-il informé le rédacteur du journal *Le Devoir*? Quelle est la vérité au sujet de cette nouvelle qui a paru ce matin?

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député sait qu'il ne peut demander au premier ministre si un rapport est exact ou inexact.

M. Caouette: Est-il vrai que le premier ministre aurait l'intention de démissionner d'ici trois mois?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, peut-être me permettrez-vous de dire que cette déclaration ne renferme pas un seul mot de vérité; elle a déjà été niée. (*Applaudissements*)

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Une question complémentaire. Est-ce que ces applaudissements veulent dire que les chaînes mystiques ont été refourbées?

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OTAN—COMMUNICATION DU GÉNÉRAL DE GAULLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et fait suite à celle que je lui ai posée hier au sujet de l'OTAN. Le premier ministre a-t-il reçu la note que le ministre de l'Information du gouvernement français dit avoir envoyée au Canada? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que le gouvernement compte prendre à cet égard?

[M. Lewis.]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on m'apprend que la communication du gouvernement français a été remise ce matin à l'ambassade du Canada à Paris et que cette dernière la câble en ce moment à Ottawa. Dès que cette communication nous arrivera—je l'attends ce soir—nous lui donnerons immédiatement toute la considération qu'elle mérite.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'AFFAIRE MUNSINGER—L'IMPLICATION DE MEMBRES DU CONSEIL PRIVÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): J'aimerais savoir du ministre de la Justice s'il a dit en dehors de la Chambre être au courant de certains faits et documents concernant une affaire qui se serait produite pendant le mandat de l'ancien gouvernement? a-t-il aussi mentionné que ces faits étaient beaucoup plus graves que ceux du scandale Profumo et que cette affaire impliquait deux membres du Conseil privé? A-t-il fait cette déclaration hors de la Chambre?

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'ai bien dit aux journalistes que j'avais pris connaissance de l'affaire Munsinger alors que j'étais titulaire d'un autre ministère du gouvernement; et que j'ai...

L'hon. M. Churchill: Quel ministère?

L'hon. M. Cardin: J'ai aussi indiqué que des dossiers existaient relativement à cette affaire et que ces dossiers n'avaient pas été confiés aux légistes du ministère de la Justice. Je puis dire également que j'envisage sérieusement une enquête judiciaire sur la décision et la conduite du chef de l'opposition dans cette affaire mais je n'ai pas encore eu l'occasion de discuter de la chose avec le premier ministre ni mes collègues du Cabinet. (*Exclamations*)

L'hon. M. Churchill: Il va encore vous laisser le bec dans l'eau.

L'hon. M. Starr: Vérifiez, avant de vous asseoir, si le fauteuil est bien là.

L'hon. M. Cardin: Si les députés se reportent aux paroles prononcées, il y a quelque temps, par le chef de l'opposition, ils constateront qu'il accueillerait, a-t-il dit, une pareille commission; si c'est bien le cas, je pense qu'on devrait en instituer une.